

Conseil exécutif de l'ACEP
Compte rendu de la réunion du 28 avril 2010
Bureau national de l'ACEP
Salle de conférence
17 h 45

Présences : C. Poirier (présidence), J.-L. Bourdages, S. Chatterton, I. Dawson, R. Duranceau, C. Lakaski, D. Londynski, S. Maguire, S. Mullen, J. Pentick, G. Phillips, S. Spak, M. Zinck, R. Zwicker, C. Danik, J. Ouellette.

Absences justifiées : M. Mascaro, A. Picotte, G. Thibault-Gosselin, L. Whitmore, D. Martin.

1. Points aux fins d'approbation

1 a) Ordre du jour

D. Londynski demande que le titre du point 4b) soit modifié comme suit : « Projet de résolution demandant que le Bureau national fournisse des informations statistiques de base sur les griefs au CEN et aux sections locales de l'ACEP ».

Résolution : Il est proposé par R. Zwicker et appuyé par R. Duranceau d'adopter l'ordre du jour. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

1 b) Compte rendu du huis clos du 31 mars 2010 (huis clos)

1 c) Compte rendu du 31 mars 2010

Résolution : Il est proposé par R. Zwicker et appuyé par I. Dawson d'adopter le compte rendu.

Pour = 10, contre = 1, abstentions = 3. **Résolution adoptée.**

1 d) Approbation du Comité de candidatures et de résolutions

Il est demandé d'obtenir des biographies des bénévoles. Ce point est reporté.

2. Rapports

2 a) Rapport du président

Le mois d'avril a été marqué par deux faits saillants : une comparution devant un comité permanent de la Chambre des communes et la reprise des assemblées générales annuelles.

Au début du mois, l'ACEP a été invitée à comparaître devant le Comité des opérations gouvernementales de la Chambre des communes. Cette invitation découle des efforts que nous avons déployés l'an dernier à l'occasion du dépôt de la Loi sur le contrôle des dépenses. En effet, nous avons alors dû nous débattre pour comparaître devant le Comité des finances de la Chambre et le Comité des finances nationales du Sénat.

Cette année, c'est la Chambre qui a communiqué avec nous pour nous demander notre avis sur les conséquences du budget fédéral de mars dernier. Ainsi, nous avons pu nous exprimer devant les membres du comité et répondre à leurs questions. Cela nous a aussi permis d'obtenir une bonne couverture médiatique dans le Droit et au bulletin de nouvelles de Radio-Canada.

Pour ce qui est des assemblées annuelles de nos sections locales, j'ai eu la chance de participer jusqu'à maintenant à celles de Toronto et de Winnipeg, ainsi qu'à celles de Santé Canada / Agence de la santé publique et d'Industrie Canada. Dans le cas de Santé, nos collègues y ont fait un travail de reconstruction exceptionnel. Nous possédons maintenant un exécutif très dynamique. Il est à noter que les participants à l'assemblée se trouvaient soit dans la salle, soit dans d'autres locaux ailleurs dans la ville et avaient recours à notre système de téléconférence.

Je suis toujours à la recherche d'un troisième consultant concernant les locaux de l'ACEP. Nous devrions obtenir des offres de service intéressantes pour le Comité des locaux sous peu.

2 b) Rapport des Services professionnels

Affaires internes

Les conditions de participation de Bertrand Myre au programme Échanges Canada pour une période d'un an ont été établies et un contrat a été signé. L'emploi pour une période déterminée d'Allan Stead a été prolongé jusqu'en avril 2011. Luc Gervais a été embauché pour une période déterminée d'un an (renouvelable) à titre d'ART, à compter de mai 2011.

Négociations avec le SEA (à huis clos)

Le comité de négociation pour l'employeur (G. Breton, S. Maguire, C. Poirier, D. Martin, J. Ouellette et C. Danik) s'est réuni le 23 avril. L'équipe de négociation de l'employeur se compose comme suit : G. Breton, S. Maguire (porte-parole), C. Poirier et C. Danik. Il y aura une autre réunion de l'équipe de négociation et une première rencontre avec le SEA en mai.

Tutelle

Voir le rapport qui vous a été envoyé au point 3b).

Système de fichier syndical d'adresses

Un membre de l'IPFPC a logé une requête en révision judiciaire devant la Cour d'appel fédérale pour violation des droits de la protection des renseignements personnels. La Cour a accueilli la requête et infirmé la décision de la CRTFP et elle a renvoyé l'affaire à celle-ci. La Cour a aussi statué que le commissaire à la protection de la vie privée se verra accorder le statut d'intervenant de plein droit. Une conférence préparatoire à l'audience aura lieu en juin, et l'audition de la cause est prévue pour les semaines des 1^{er} et 15 novembre 2010.

Examen quinquennal de la LMFP

Le mémoire de l'ACEP sera achevé et présenté à l'employeur cette semaine.

Audiences de la CRTFP

Voici les causes de l'ACEP que la CRTFP entendra :

Ottawa	6 mai	Plante (durée du travail)	TPSGC
Ottawa	17-20 août	Angelis (discipline)	ASPC
Ottawa	23-27 août	Nasrallah (discipline)	RHDCC
Ottawa	9-10 septembre	Grief de principe (27.07)	SCT

Il y a lieu de noter que les audiences pourraient être reportées ou annulées jusqu'à la journée même où elles doivent avoir lieu. Le calendrier de la CRTFP peut être consulté à :

http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_e.asp

http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_f.asp

Négociations collectives

Nous lancerons dès le mois de juin prochain un appel de volontaires pour les comités de négociation EC et TR.

Affaires internes

Nous avons reçu du consultant les quatre descriptions de travail définitives et nous devrions être en mesure d'achever le processus d'ici quelques semaines.

3) Suivis

3 a) Comité d'enquête (huis clos)

3 b) Tutelle de la section locale 503 (huis clos)

4) Questions de fond aux fins de discussion

4 a) Régime de pension de retraite de la fonction publique

Il n'y a pas de suivi sur cette question.

4 b) Projet de résolution demandant que le Bureau national fournisse des informations statistiques de base sur les griefs au CEN et aux sections locales de l'ACEP (D. Londynski)

Ce point est reporté.

5) Affaires des comités

5 a) Comité des finances

Recommandation 1

Le Comité des finances recommande au Conseil exécutif que les sommes suivantes soient transférées du fonds de prévoyance de l'exécutif pour couvrir les déficits :

- Formation des délégués	
- installations	\$ 3,589.10
- remb. salaires	5,622.67
- Frais jur./arb. (personnel)	8,138.29
- Programmation	32,934.60
- Système d'adresses synd.	9,353.47
- Sous-traitant – bureau	28,145.26

Résolution : Il est proposé par M. Zinck et appuyé par R. Duranceau d'adopter la recommandation ci-dessus.

Pour =13, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

Recommandation 2

Le Comité des finances recommande au CEN de continuer de placer des fonds auprès de deux institutions financières distinctes, conformément aux dispositions de la Politique de placement.

Résolution : Il est proposé par R. Duranceau et appuyé par G. Phillips d'adopter la recommandation ci-dessus. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

5 b) Comité de sensibilisation et de mobilisation

Ce point est reporté.

5 c) Comité des Statuts et des Règlements

Ce point est reporté.

5 d) Comité des communications

Le Comité des communications soumet un plan de communications à l'approbation du CEN.

Résolution : Il est proposé par R. Zwicker et appuyé par R. Duranceau d'approuver le Plan de communications. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

6) Levée de la séance

Résolution : Il est proposé par R. Duranceau et appuyé par R. Zwicker de lever la séance à 20 h.